

Brochure n° 3026

Convention collective nationale
IDCC : 2728. – SUCRERIES, SUCRERIES-DISTILLERIES
ET RAFFINERIES DE SUCRE

AVENANT N° 5 DU 8 FÉVRIER 2012
RELATIF À LA MODIFICATION D'ARTICLES DE LA CONVENTION
ET AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES ANNUELLES GARANTIES

NOR : ASET1250535M
IDCC : 2728

Entre :

Le SNFS ;

La CSRCSE,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

CHAMP D'APPLICATION

Le champ d'application du présent accord correspond à celui de la convention collective des sucreries, sucreries-distilleries et raffineries de sucre du 31 janvier 2008 (IDCC 2728) qui règle en France métropolitaine les rapports de travail entre :

- d'une part, les employeurs dont l'activité relève d'une des activités énumérées ci-après ;
- d'autre part, les ouvriers, employés, agents techniques, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres employés dans une entreprise dont l'activité principale est une des activités énumérées ci-après.

La convention collective engage toutes les organisations syndicales d'employeurs (syndicat national des fabricants de sucre de France [SNFS] et chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France [CSRCSE]) et toutes les organisations syndicales représentatives de salariés, signataires ou qui, ultérieurement, y adhèreraient.

Le critère d'application de la présente convention collective est l'activité principale réellement exercée par tout ou partie de l'entreprise ou de l'établissement.

Le code NAF attribué par l'INSEE (actuellement 10.81Z, anciennement 15.8H) ne constitue qu'une simple présomption.

Sont visées les activités de sucrerie, sucrerie-distillerie, raffinerie de sucre.

Elle s'applique également aux salariés occupés :

- dans les établissements annexés aux entreprises relevant de la présente convention collective et ayant un caractère nettement secondaire par rapport à l'objet principal de l'activité de l'entreprise à laquelle ils sont rattachés ;
- dans les filiales, essentiellement liées à une société dont l'activité principale est visée par la présente convention collective, ne relevant pas d'une autre convention collective.

Elle ne s'applique pas au personnel relevant des exploitations agricoles des sucreries ou sucreries-distilleries.

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire visée à l'article L. 2241-1 du code du travail et conformément à l'article 9.106 la convention collective du 31 janvier 2008 qui prévoit l'examen de la conformité de la convention collective en regard des évolutions des dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles qui pourraient avoir des impacts sur sa rédaction, les signataires de la convention collective du 31 décembre 2008 ont convenu des modifications suivantes :

Article 1^{er}

Modifications de la convention collective nationale

1.1. Le paragraphe « deuxième cas » de l'article 6.306 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2^e cas : l'absence consécutive à une maladie donne droit, pour le personnel, à une indemnité calculée :

- du 1^{er} au 7^e jour : sur le salaire de base de l'intéressé, pour la tenue du poste d'intercampagne ;
- à partir du 8^e jour : sur le salaire de base de l'intéressé pour la tenue du poste en campagne.

L'horaire étant celui retenu par l'entreprise pour le décompte annuel du temps de travail. »

1.2. Il est inséré un article 9.211 rédigé comme suit :

« Article 9.211

Indemnité de transport

Une indemnité de transport visant à couvrir une partie des frais de carburant devra être versée aux salariés qui se trouvent dans l'obligation d'utiliser leur véhicule personnel et qui remplissent les conditions suivantes :

- leur résidence habituelle se trouve dans une zone qui n'est pas couverte par un réseau de transport en commun ;
- leurs horaires de travail ne leur permettent pas d'utiliser les transports en commun ;
- ils ne disposent pas d'un véhicule mis à disposition par l'employeur de manière permanente ;
- ils ne sont pas transportés gratuitement par l'employeur,

et selon des modalités fixées par chaque entreprise. Elle peut notamment tenir compte des différentes catégories socioprofessionnelles.

Le montant de cette indemnité, déterminé par chaque entreprise, sera progressif jusqu'à une distance de 30 kilomètres. En tout état de cause, il ne pourra être inférieur à 40 € pour 1 mois de travail complet pour les salariés à temps plein et dont la résidence habituelle se situe à plus de 30 kilomètres de leur lieu de travail. »

1.3. L'article 12.302 « Financement du FOMAR » est complété comme suit :

« La contribution au FOMAR égale à 0,10 % de la masse salariale des salariés permanents, est prorogée pour une période de 5 ans à dater du 1^{er} janvier 2013. »

Article 2

Modification des annexes de la convention collective nationale

2.1. Annexe III :

« ANNEXE III

Barème des rémunérations minimales annuelles garanties et rémunérations minimales annuelles garanties spécifiques

Les salaires ainsi que les rémunérations annuelles garanties spécifiques, les primes de panier, la prime de vacances et les primes liées à la polyvalence sont revalorisés de 2 % à compter du 1^{er} février 2012.

Le barème des rémunérations minimales annuelles garanties figurant en annexe III de la convention collective du 31 janvier 2008 est modifié en conséquence et figure dans le présent avenant. »

2.2. Annexe IV :

« ANNEXE IV

Prime d'ancienneté

Compte tenu de la majoration de 2 % à compter du 1^{er} février 2012, le barème relatif aux montants de la prime d'ancienneté est modifié et figure en page 5 du présent avenant. »

2.3. Annexe X :

« ANNEXE X

Indemnités de départ en retraite

A compter du 1^{er} février 2012, le barème des indemnités de départ en retraite est harmonisé entre les catégories socioprofessionnelles. L'annexe X est modifiée en conséquence et figure dans le présent avenant. »

ANNEXE III

Barème des rémunérations minimales annuelles garanties applicable au 1^{er} février 2012

(En euros.)

CATÉGORIE	CLASSE	RÉMUNÉRATION minimale annuelle garantie
Ouvriers, employés	1, niveau A	18 275,64
	1, niveau B	18 623,41
	2, niveau A	19 051,78
	2, niveau B	19 565,84
	3, niveau A	20 172,16
	3, niveau B	20 878,45
	4, niveau A	21 692,35
	4, niveau B	22 624,90

CATÉGORIE	CLASSE	RÉMUNÉRATION minimale annuelle garantie
Agents de maîtrise Techniciens	5, niveau A	23 688,15
	5, niveau B	24 896,38
	6, niveau A	26 266,10
	6, niveau B	27 815,94
	7, niveau A	29 567,88
	7, niveau B	31 549,42
Cadres	8	33 789,05
	9	40 546,43
	10	50 683,58

Avec un salaire minimum mensuel de base de 1 403,75 € pour 152,25 heures (niveau mensuel et taux horaire non inférieurs au Smic en vigueur à la date de l'accord).

Rémunérations minimales annuelles garanties spécifiques :

- agent de maîtrise et techniciens confirmé ⁽¹⁾ : 25 271,30 € ;
- ingénieur et cadre confirmé ⁽¹⁾ : 35 155,10 € ;
- cadre supérieur : 65 909,35 €.

Prime de panier :

- poste de 8 heures : 5,20 € ;
- poste de plus de 8 heures : 6,56 €.

Prime de vacances : 449,00 €.

Prime de polyvalence :

- validation de la formation la première année : 164,90 € ;
- exercice de la polyvalence la première année : 164,90 € ;
- exercice de la polyvalence les années suivantes : 329,80 €.

(1) > 2 campagnes sucrières dans leur catégorie lorsqu'ils travaillent au rythme de la campagne ou > 2 ans dans leur catégorie dans les autres cas.

ANNEXE IV

Prime d'ancienneté

Montant annuel applicable au 1^{er} février 2012

(En euros.)

CLASSE	1		2		3		4		5		6		7	
	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
≥ 3 ans < 6 ans	412	431	452	471	491	511	530	551	564	594	625	656	686	717
≥ 6 ans < 9 ans	824	864	903	942	982	1 022	1 061	1 101	1 127	1 188	1 250	1 312	1 373	1 435
≥ 9 ans < 12 ans	1 236	1 295	1 355	1 414	1 473	1 532	1 592	1 651	1 691	1 782	1 875	1 968	2 060	2 151
≥ 12 ans < 15 ans	1 648	1 727	1 806	1 885	1 965	2 043	2 123	2 201	2 253	2 378	2 500	2 622	2 746	2 869
≥ 15 ans	2 060	2 159	2 257	2 356	2 455	2 553	2 653	2 752	2 817	2 971	3 125	3 278	3 432	3 586

Pour mémoire, ce barème a été construit en respectant pour chaque début de catégorie (ouvriers/employés et agents de maîtrise/techniciens) la règle en vigueur dans la convention collective du 1^{er} octobre 1986 des 3 %, 6 %, 9 %, 12 % et 15 % pour 3, 6, 9, 12 et 15 ans d'ancienneté.

ANNEXE X

Indemnités de départ en retraite

ANCIENNETÉ	INDEMNITÉ de départ en retraite
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	1
6	1,2
7	1,4
8	1,6
9	1,8
10	2
11	2,2
12	2,4
13	2,6
14	2,8
15	3
16	3,2
17	3,4
18	3,6
19	3,8
20	4
21	4,2
22	4,4
23	4,6
24	4,8
25	5
26	5,2
27	5,4
28	5,6
29	5,8
30	6
31	6,2

ANCIENNETÉ	INDEMNITÉ de départ en retraite
32	6,4
33	6,6
34	6,8
35	7
36	7
37	7
38	7
39	7
40	7
41	7
42	7
43	7
44	7
45	7
46	7
47	7
48	7
49	7
50	7
51	7

Article 3

Dépôt

Le présent accord est notifié à toutes les organisations représentatives conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Chaque organisation signataire est pourvue d'un exemplaire du présent accord portant la signature des représentants des organisations syndicales.

Le texte du présent accord sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail, du ministre chargé de l'agriculture, ainsi qu'au secrétariat-greffe des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions du code du travail.

Article 4

Entrée en vigueur et extension

A l'initiative de la partie la plus diligente, le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès de la direction générale du travail du ministère de l'emploi du travail et de la cohésion sociale ainsi que de la sous-direction du travail et de l'emploi du ministère de l'agriculture et de la pêche.

Il entrera en vigueur le 1^{er} février 2012.

Fait à Paris, le 8 février 2012.

(Suivent les signatures.)